



Structure de la Commission de Régulation

District of Columbia Public Service Commission (DCPSC).

Présenté par :

Christopher G. Lipscombe, Esq.

Avocat Principal et Conseiller

District of Columbia Public Service Commission

Washington, D.C.

Présenté à:

L'Atelier de l'Autorité de Régulation du Gaz Naturel à

Cotonou au Bénin

du 14 au 16 Février 2012



District of Columbia Public Service Commission

- ❑ Créée par le Congrès des Etats-Unis en 1913 avec pour objectif d'assurer la régulation du secteur du gaz naturel, de l'électricité, du téléphone fixe et des entreprises
- ❑ Charte d'Agence Indépendante et Autonome de Régulation Interne Independent Home Rule Charter agency
- ❑ Deux Commissaires et un Président nommés par le Maire sur avis et approbation du Conseil du D.C.
- ❑ Mandat de quatre ans
- ❑ La Commission dispose de pouvoirs étendus de régulation sur
 - Les services publics et fournisseurs de services téléphoniques, d'électricité et de gaz.



Déclaration de Mission de la Commission

- Le District of Columbia Public Service Commission a pour mission de servir l'intérêt public en s'assurant que des fournisseurs de services d'électricité, de gaz et de télécommunications jouissant d'une bonne santé financière puissent offrir des services publics sûrs, fiables, de qualité et à des taux raisonnables aux abonnés résidentiels, aux entreprises et au gouvernement du District of Columbia.
- Pour aboutir à cet objectif, nous veillons à:
 - Motiver les clients et les employés axés sur les résultats ;
 - Protéger les clients pour leur assurer la sécurité publique, la fiabilité et des services de qualité ;
 - Réguler les services monopolistiques afin de s'assurer qu'ils pratiquent de taux justes et raisonnables;
 - Encourager une concurrence juste et ouverte entre les fournisseurs de services ;
 - Conserver les ressources naturelles et à préserver la qualité de l'environnement;
 - Régler les conflits entre consommateurs et fournisseurs de services;
 - Eduquer les consommateurs et à informer le public.



Commissaires du DC PSC



Betty Ann Kane



Lori Murphy Lee

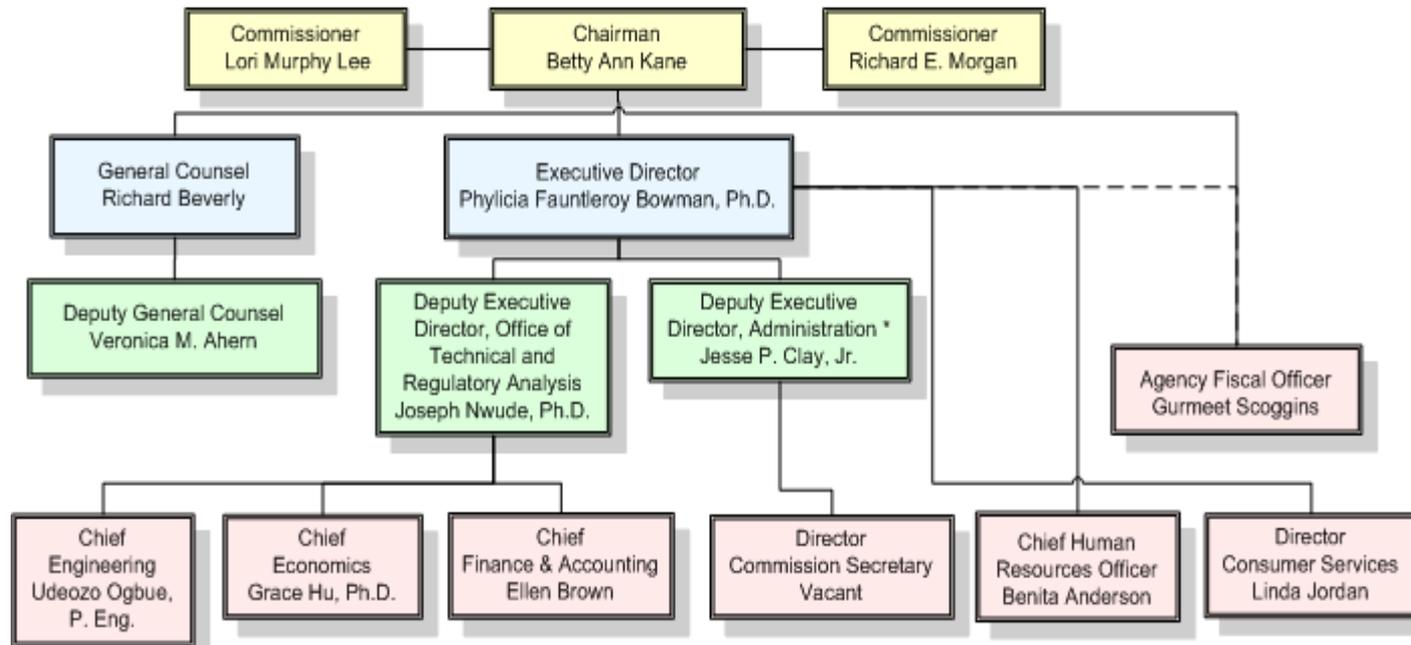


Personnel du PSC

Un personnel de 73 avocats, ingénieurs, économistes, spécialistes aux services consommateurs, et personnel de la catégorie du soutien administratif



Organigramme



*Staff includes the Chief Information Technology Officer



Budget de la Commission

- 2012 – \$10.376 million (A compter du 1er Octobre 2011)
 - \$7.839 million – Services du Personnel (SP)
 - \$2.537 million – Services non liés au Personnel (SNP)
 - 72.6 - Nombre de Postes Permanents (à plein temps)



Evaluations du Budget de la Commission

- La Commission procède à une évaluation des trois entreprises de service public (Pepco, Verizon, et Washington Gas) , les autres fournisseurs d'électricité et de gaz, et les Entreprises Concurrentes de Services Locaux qui participent au budget de fonctionnement annuel du District.

- Chaque année en Mars, la Commission mène à une enquête sur les recettes des entreprises publiques d'électricité, de gaz et de téléphone et des autres fournisseurs d'électricité et de gaz et des Entreprises Concurrentes de Services Locaux qui ont participé au budget de fonctionnement du District au titre de l'année civile précédente.

- La contribution de chaque entreprise au budget de la Commission se fait sur la base de la contribution de l'entreprise aux recettes globales du secteur dans le District.



Evaluation de Cas Formel

- La Commission procède à une évaluation des entreprises de service public (Pepco, Verizon DC, and Washington Gas Light) pour le coût de procédures formelles.
 - Cas relatifs aux Tarifs – La Commission ne peut évaluer qu'un quart de 1% de la valeur juridictionnelle de l'entreprise de service public par cas.
 - Cas non relatifs aux Tarifs – La Commission ne peut évaluer que 1/20 de 1% de la valeur juridictionnelle de l'entreprise de service public pour l'année civile.

Les Attributions du PSC en tant qu'Agence Quasi-Judiciaire

- Prend des décrets
- Etablit les règles
- Procède aux audits et enquêtes sur les entreprises de service public



Le PSC Est Comme un Tribunal

- Les Commissaires sont les juges .
- Tout le personnel intervenant dans les cas formels sont conseillers des Commissaires .
 - Le personnel des Commissaires , les Bureaux de l'Avocat Général (OGC), le Directeur Exécutif, et le personnel en charge de l'Analyse Technique et de Régulation s(OTRA) sont tous conseillers aux Commissaires.
 - Dans certains cas, le personnel du Bureau de Service aux Consommateurs peut également être mis à contribution à titre de conseillers.
- Le personnel administratif est comparable au Greffier du Tribunal.
 - Le Bureau du Secrétaire de la Commission et les Bureaux Administratifs (Directeur Exécutif, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Administration, des Ressources Humaines des Technologies de l'Information].
- L'OCS assure des services de médiation aux consommateurs et entreprises en ce qui concerne les plaintes relatives aux fournisseurs de services et de services de téléphone public, et le personnel de l'OGC jouent le rôle d'agents d'audition en cas d'audiences formelles.
- L'OCS gère un programme de téléphone public .
- L'OTRA gère le programme de sécurité du gazoduc.

DCPSC

**Entreprises Privées de Service
Public**

**Clients des Entreprises de
Service Public**

**Bureau du People's Counsel
(OPC) – Protecteur du
Consommateur**

Intervenants Gouvernementaux:

**Ex: Agences gouvernementales du DC–
Bureau de l'Énergie du D.C.**

Ex: Agences du Gouvernement Fédéral–

**Federal Energy Regulatory Commission (FERC)
Federal Communication Commission (FCC)**

Intervenants Privés – ex:

**Association des Immeubles
Résidentiels et Immeubles de
Bureaux (AOBA),
Fournisseurs en régime de
Concurrence**

Processus de Cas Formel

□ Étapes du processus d'établissement de règles

- Etape 1: Pétition pour l'établissement de Règles
- Etape 2: Avis de Proposition d'Etablissement de Règles (Parfois Précédé de NOI)
- Etape 3: Nouvel Avis de Proposition d'Etablissement de Règles (le cas échéant)
- Etape 4: Dernier avis d'Etablissement de Règles
- Etape 5: Report and Order
- Etape 6: Pétition pour nouvel examen
- Etape 7: Memorandum, Opinion and Order

Processus de Cas Formel

■ **Processus des Cas relatifs au Tarifs pour la Fixation des Taux de Distribution**

- Il faut 9 à 10 mois pour plaider la plupart des cas relatifs aux tarifs
- L'entreprise de service public dépose une demande pour augmentation de tarif en y ajoutant toutes les pièces justificatives.
- La Commission prend des décrets, en précisant les questions contenues dans le cas.
- L'entreprise de service public présente un témoignage en conformité avec les questions mentionnées. D'autres parties déposent une requête de données à laquelle répond l'entreprise de service public.
- Les parties présentent un témoignage et toutes les parties déposent un autre tour de découverte
- Toutes les parties présentent un Témoignage de Réfutation, puis il y a un troisième tour de découverte.
- La Commission tient une audition formelle de témoins au cours de laquelle les avocats de chaque partie soumettent les témoins à un interrogatoire et les Commissaires posent les questions des témoins.
- La Commission tient trois audiences communautaires dans trois différentes unités du district; l'une se tient un Samedi, une autre dans l'après-midi et une autre encore le soir.
- Dans un délai de 90 jours à compter de la date de clôture des audiences, la Commission prend un décret décisionnel, après lequel les parties disposent d'un délai de 30 jours pour introduire une requête de réexamen. Il est demandé à l'entreprise de service public de déposer des barèmes de taux révisés, après quoi les nouveaux taux entrent en vigueur.
- Après que la Commission ait pris son décret sur les demandes de réexamen, les parties peuvent interjeter appel auprès de la Cour d'Appel du D.C sur tout ou partie de la décision.



Questions Actuelles d'Intérêt

- ❑ Infrastructure Avancée de Comptage (AMI)
- ❑ Augmentation du Taux de Distribution de Pepco
- ❑ Mise en Oeuvre du Système de Compteur en Décompte
- ❑ Qualité Electrique Renforcée des Repères de Norme de Service et Imposition de Pénalités
- ❑ Augmentation du Taux de Distribution du Washington Gas

Références de sites web

- D.C. Public Service Commission – <http://www.dcpsc.org>
- D.C. Public Service Commission – Annual Report - <http://www.dcpsc.org/reports/reports.asp?mode=ann>
- Federal Energy Regulatory Commission - <http://www.ferc.gov/>
- Federal Communications Commission – <http://www.fcc.gov/>